

03 avr 2009 -11:53

Appartient à [Conseil des ministres du 3 avril 2009](#)

Diplomatie préventive

Financement d'initiatives en matière de diplomatie préventive

Financement d'initiatives en matière de diplomatie préventive

Sur proposition de M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des Ministres a marqué son accord pour financer, sur le budget 2007 du SPF Affaires étrangères, les initiatives suivantes en matière de diplomatie préventive :

1. Construction d'une société démocratique, soutien aux processus participatifs - IRC - Appui à la décentralisation dans la Province de Muyinga - Burundi

La Belgique a déjà soutenu en 2007 la première phase de ce projet. L'objectif général de cette deuxième phase est d'accompagner l'ensemble des acteurs locaux dans le processus de reconstruction communautaire pacifique par le biais d'un soutien au processus de décentralisation dans deux communes de la province de Muyinga. L'objectif est de garantir aux populations des communes cibles un meilleur accès aux services sociaux les plus importants et de leur faire profiter d'opportunités économiques. Le projet s'adresse à des communes qui sont concernées par le retour de réfugiés de Tanzanie. Aider les populations de ces communes à se structurer notamment pour prendre elles-mêmes les décisions qui ont un impact direct sur leur vie quotidienne promeut la réintégration des réfugiés.

2. Construction d'une société démocratique, soutien aux processus participatifs - UNDP - Soutien aux élections libanaises du 7 juin 2009 - Liban

Pour faciliter l'enregistrement des électeurs et leur identification le jour du scrutin du 7 juin prochain, les autorités libanaises ont décrété dans la nouvelle loi électorale que seule la carte d'identité serait utilisée. Environ 300.000 citoyens n'ont pas encore reçu cette carte. La contribution belge servira à l'achat de machines à empreintes digitales réutilisables pour la confection des cartes d'identités manquantes.

3. Médiation dans les conflits imminents ou en cours - Peace Now / La Paix Maintenant - Processus de dialogue de paix et de réconciliation nationale - Israël

"La Paix Maintenant - Peace Now" est active en particulier dans le monitoring des activités de colonisation dans les territoires palestiniens occupés.

Le projet "Settlement Watch" a pour but de répertorier de façon précise les expropriations de terres, la construction de nouvelles colonies et de nouveaux "outposts", ainsi que l'expansion des colonies et "outposts" existants. A l'aide de photographies aériennes et de nombreux voyages de "reconnaissance" sur le terrain, le mouvement est capable de tenir une "comptabilité" exacte de l'évolution des colonies dans les territoires occupés. Ses publications forment un instrument de suivi essentiel pour la communauté internationale et constituent la base de travail des organisations de droits de l'Homme israéliennes lors de procédures en justice contre des expropriations de terres.

4. Développement des capacités et renforcement de la société civile - Search for Common Ground (SFCG) - "Transforming the role of youth in Nepal" - Nepal

SFCG a déjà été financée par le passé pour des projets en Afrique centrale et au Népal. Ce projet vise à augmenter le sentiment d'appartenance au processus de paix national par la jeunesse népalaise en accroissant sa participation à la transition politique et sociale, étant donné que la majorité des combattants qui ont pris part aux 10 années de guerre civile étaient des jeunes. Plus de 10.000 enfants et jeunes ont en outre été enrôlés dans les 2 camps. Tous ont maintenant entre 15 et 29 ans. Le projet vise à les intégrer positivement au processus transitionnel.

5. Respect et conscientisation aux droits de l'Homme - IRC - Improved prospects for peace and prosperity in Nepal by addressing violence against women and enhancing women's empowerment - Népal

Le projet tend à renforcer les capacités techniques et institutionnelles des réseaux de femmes, des ONG locales, des autorités et des services VAW (violence against women) afin de s'attaquer plus efficacement à la violence faite aux femmes. Le projet vise également de manière plus générale à améliorer l'émancipation sociale, économique et politique des femmes népalaises afin de promouvoir leur participation au processus de paix. Le groupe cible comprend 3 ONG locales, 10 services VAW, 300 femmes et 30.000 habitants de 5 "village-district-councils" dans le centre et l'ouest du Népal.

6. Construction/renforcement de l'Etat de droit et de l'appareil judiciaire - Cour pénale internationale - Multi

Le greffe est un des quatre organes de la Cour pénale internationale. Selon son règlement, le greffe a un devoir de consultation des instances représentatives d'association d'avocats ou des conseillers juridiques sur des sujets comme l'assistance légale ou le développement d'un Code de conduite professionnelle. Pour répondre à ce mandat, le greffe organise chaque année un séminaire et une session de formation pour les conseils inscrits à la Cour. Une partie du budget du séminaire et de la formation est destinée à couvrir les dépenses des avocats issus de pays en voie de développement qui sans cela ne pourraient pas y participer.

7. Construction/renforcement de l'Etat de droit et de l'appareil judiciaire - Coalition pour la Cour pénale internationale - Multi

Créée en 1995, la Coalition pour la Cour pénale internationale est un réseau mondial comptant plus de 2.500 ONG membres. Ces différentes ONG se sont réunies pour promouvoir une Cour pénale internationale juste, efficace et indépendante. Aujourd'hui, la Coalition veut soutenir l'action de la Cour pénale internationale sur la scène internationale : s'assurer que cette institution nouvelle mais fragile tienne sa promesse de mettre fin à l'impunité pour le génocide, les crimes de guerre, et les crimes contre l'humanité.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe